

Le très hon. MACKENZIE KING: Me permettra-t-on d'amplifier mes observations relatives à notre reprise, vendredi, de l'examen des mesures d'urgence? Le ministre des Finances m'informe qu'il désirera peut-être vendredi saisir la Chambre de quelque autre mesure que celles-là. En ce cas, nous tâcherons de nous entendre, d'ici jeudi soir, de façon à accommoder au mieux les honorables députés.

M. BRACKEN: Le premier ministre n'a-t-il pas dit que demain nous examinerions en comité le bill n° 3?

Le très hon. MACKENZIE KING: Non, aujourd'hui.

M. BRACKEN: J'ai compris que nous y consacrerions aussi la journée de demain; et que demain et jeudi nous poursuivrions la discussion sur l'Adresse.

Le très hon. MACKENZIE KING: Si je me suis exprimé ainsi, je m'en excuse. Je voulais dire que nous allions poursuivre cet après-midi l'étude des mesures d'urgence, que mercredi et jeudi nous passerions au débat sur l'Adresse et que nous reprendrions vendredi l'étude des mesures d'urgence. Je signale maintenant que nous n'aborderons peut-être pas vendredi l'examen des mesures d'urgence à l'étude; nous essaierons, d'ici vendredi, de nous entendre de façon à poursuivre le débat sur l'Adresse ou aborder l'examen de quelque autre mesure d'urgence qui conviendrait mieux à la Chambre.

M. ADAMSON: Sauf erreur, le premier ministre a dit que, vendredi, on se proposait d'examiner une mesure du ministre des Finances au lieu de reprendre le débat sur l'Adresse. Le ministre a-t-il l'intention d'aborder la motion concernant les mines d'or ou quelque autre question?

L'hon. M. ABBOTT: Je n'y avais pas songé particulièrement. Comme la mesure tendant à aider l'industrie de l'extraction de l'or est inscrite au *Feuilleton*, on peut la mettre en délibération n'importe quand, bien qu'elle ne soit pas aussi urgente que d'autres questions. Nous pourrions peut-être y songer d'ici vendredi.

LA BETTERAVE À SUCRE

MAJORATION DU PRIX POUR 1948

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Je désire poser au ministre des Finances une question fondée sur une nouvelle parue dans un journal le 12 janvier 1948 et d'après la-

[M. Knowles.]

quelle on aurait annoncé ce jour-là la majoration des prix pour 1948 à l'égard des tomates, pois de conserve, maïs sucré et haricots verts, produits dont la culture fait concurrence à celle de la betterave sucrière sur le marché de la main-d'œuvre. Dans les circonstances, le ministre nous dira-t-il à quelle date il se propose d'annoncer la majoration que le Gouvernement permettra aux producteurs à l'égard de chaque tonne de betteraves sucrières pour l'année 1948?

L'hon. DOUGLAS ABBOTT (ministre des Finances): A la question de l'honorable député de Lethbridge, dont il a eu l'obligeance de me donner préavis, je ne saurais mieux répondre qu'en rappelant le dernier alinéa de la déclaration que je formulais lors de l'abolition du rationnement du sucre, le 3 novembre 1947. En voici les termes:

Le Gouvernement n'a pas l'intention de subventionner la production de la betterave à sucre en 1948, ni la vente du sucre de canne importé. On peut donc s'attendre que le sucre de betterave se vende à un prix proportionné au prix de revient moyen du sucre de canne importé, une fois les droits de douane acquittés.

RÉTABLISSEMENT AGRICOLE DES PRAIRIES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DU RAPPORT ANNUEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. D. FULTON (Kamloops): Le ministre de l'Agriculture a déposé copie du rapport touchant l'application de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Veut-il me dire si on a l'intention de faire imprimer ce rapport et, dans le cas de l'affirmative, si on en mettra des exemplaires à la disposition des honorables députés? Dans le cas de la négative, voudrait-il prendre des dispositions afin qu'il soit imprimé?

Le très hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): J'irai aux renseignements. Je ne saurais dire s'il sera imprimé ou non, mais je m'en assurerai.

GRAINE DE LIN—BÉTAIL

QUESTIONS POSÉES LE 9 FÉVRIER AUXQUELLES RÉPONSE N'A PAS ÉTÉ DONNÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. LEWIS MENARY (Wellington-Nord): Je prierais le très honorable ministre du Commerce ou son adjoint parlementaire de vouloir bien prendre connaissance des questions que j'ai posées hier au sujet du lin et du bétail, et de me donner ces renseignements.